

# Libération

1<sup>er</sup> octobre 2005

## « Une Ecole d'économie de Paris pour rivaliser avec les meilleures »

*Economiste, directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales, Thomas Piketty a été désigné par Dominique de Villepin pour diriger la future Ecole d'économie de Paris. Dotée au départ de 10 millions d'euros, premier «pôle de recherche et d'enseignement supérieur» dont le projet de loi sur la recherche prévoit la création, elle ouvrira un campus boulevard Jourdan à Paris, et associera l'Ecole normale supérieure, l'EHESS, l'université Paris-1, les Ponts et Chaussées, le CNRS et l'Inra.*

### **Pourquoi une Ecole d'économie de Paris ?**

Pour essayer de rivaliser, sur la recherche en économie, avec les meilleures institutions internationales et d'attirer en France les meilleurs étudiants étrangers qui, actuellement, vont se former aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne. Regardez la Banque mondiale : son chef économiste est un Français, François Bourguignon. Mais en dessous de lui, il a 300 économistes formés à l'école anglo-saxonne. Cela donne à cette institution internationale une vision du monde qui n'est pas neutre. Si nous parvenons à former chez nous une partie de ces personnes, nous changerons cet état des choses.

### **C'est presque un projet politique ?**

Oui, dans sa dimension internationale. La place de la France dans les élites économiques, dans les institutions, dans les think tanks qui influencent les décisions stratégiques est trop faible. Il faut un outil de formation et de recherche pour y répondre. Par ailleurs, il y a aussi un enjeu national à la création de cette école : contribuer à ce que le débat politique, économique et social se focalise sur les bonnes questions en évitant les débats trop idéologiques. En fait, contribuer à élever le niveau du débat citoyen. Nous pouvons aider à mieux connaître les atouts et les limites des forces du marché et donc de la capacité d'action de l'intervention publique.

### **Pourquoi ce statut de fondation ?**

Un des avantages de la fondation est de pouvoir faire appel à des financements différenciés, qu'ils soient publics - nationaux et européens - ou privés. L'autre est de donner une certaine réactivité pour une politique d'aide au retour en France des chercheurs et universitaires français actuellement aux Etats-Unis. Souvent, ils souhaitent rentrer en France mais n'y parviennent pas, pas tant pour des problèmes de salaires que pour des conditions d'enseignement et de recherche, et en raison de la lourdeur de notre système. Il n'existe pas de formule rapide leur permettant de rentrer en France. Dans notre école, nous pourrions, par exemple, créer rapidement des chaires.

### **Un campus, cela ne fait pas style années 70, à l'heure où l'on ne jure que par la «mise en réseau» ?**

Non, un campus, c'est une sociabilité différente. Un lieu, c'est important pour les étudiants et les enseignants, afin de matérialiser la formation. Mais nous ne serons pas isolés. Nous travaillerons avec l'université Paris-1, boulevard de l'Hôpital, ainsi qu'avec l'Insee et l'Ensaie (1) à Vanves-Malakoff tout proche, avec l'Ined (1) dans le XIVe, et l'Agence française pour le développement. Nous renforcerons nos partenariats avec le MIT, Harvard et Princeton, ainsi que le programme de doctorat européen auquel nous participons avec la London School of Economics, les universités de Barcelone, Bonn, Louvain, Tel-Aviv et Florence.

### **Ne craignez-vous pas les jalousies dans le monde universitaire ?**

Tout cela se passe dans un mouvement. Des campus de ce type, il y en aura d'autres en France. La France souffre d'un sous-investissement massif dans l'enseignement supérieur. Même les Etats-Unis mettent plus d'argent public que nous dans leurs universités ! Mais il faut en même temps faire évoluer les structures.

(1) Ensaie : Ecole nationale de la statistique et de l'administration économique. Ined : Institut national d'études démographiques.